

***future***

science & politique

---

# Rapport annuel 2021

---

Vingt ans de dialogue  
entre science et politique

---

# Contenu

---

1 – Vingt ans de dialogue entre science et politique	2
2 – Objectifs du Réseau FUTURE	7
3 – Fonctionnement du Réseau FUTURE	10
4 – Team politique FUTURE	13
5 – Bilan politique: l'Europe risque de disparaître de l'horizon	16
6 – Les activités du Réseau FUTURE en chiffres	21

## 1

# Vingt ans de dialogue entre science et politique

---

En 2021, le Réseau FUTURE pour le dialogue entre science et politique a fêté ses vingt années d'existence. Cette communauté d'intérêts a été fondée conjointement par des parlementaires fédéraux et des organisations de l'époque représentant les hautes écoles et l'encouragement de la recherche, motivés par une vision commune: établir les meilleures conditions-cadres possibles pour la formation, la recherche et l'innovation et faire du domaine FRI la matière première du développement économique et social de la Suisse. En vingt ans, les hautes écoles et

les institutions d'encouragement de la recherche sont parvenues à accroître significativement le soutien des milieux politiques au domaine FRI; en parallèle, le Parlement a pu enregistrer un développement économique, social et culturel réjouissant pour l'ensemble du pays. Le partenariat entre les institutions de formation, de recherche et d'innovation et le monde politique a porté ses fruits. Son succès repose sur la capacité du domaine FRI à parler d'une voix unie dans le cadre du Réseau FUTURE, et à cultiver une relation de confiance avec les cercles politiques.

«L'idée d'organiser un Team Politique FUTURE au sein du Parlement fédéral est née de l'évidence que l'aisance matérielle en Suisse repose pour beaucoup sur la qualité de la formation et de la recherche ainsi que de la conviction qu'elles devaient être plus fortement soutenues par la Confédération.»

**Rémy Scheurer**

Premier président du Team politique FUTURE, CN 1991–2003 (PLS/NE)

«La science et la politique se nourrissent mutuellement et sont en même temps culturellement différentes. D'une part, les hautes écoles peuvent développer leurs organisations et activités grâce aux décisions politiques. D'autre part, la politique est tributaire des connaissances issues de la science dans ses processus de décision. Au sein du Réseau FUTURE, les hautes écoles et les partenaires FRI entretiennent des échanges continus avec le monde politique.»

**Yves Flückiger**  
Président de swissuniversities

# Aperçu des vingt dernières années

Coordonateur/coordinatrice du Réseau FUTURE	2001
Petra Studer	Fondation du Réseau FUTURE par la CRUS, la CSHES, le FNS et les Académies suisses des sciences
Xavier Pilloud	2002
Guy Parmelin	2003
Martina Hirayama	2004
Johann Schneider-Ammann	2005
Mauro Dell'Ambrogio	2006
solution suisse pour Erasmus+	2007
association pleine	2008
association partielle	2009
association pleine	2010
association pleine	2011
association pleine	2012
association pleine	2013
association pleine	2014
association pleine	2015
association pleine	2016
association pleine	2017
association pleine	2018
association pleine	2019
association pleine	2020
association pleine	2021

«Il n'en demeure pas moins que le gouvernement a accordé à la formation le label <priorité nationale> et que pour ma part, je souhaiterais que cette priorité – véritable sésame pour l'avenir de notre pays – en soit vraiment une.»

*Débat au Conseil des Etats sur le dossier «Encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation pendant les années 2008–2011», 19.06.2007*

**Christiane Langenberger (†)**

Ancienne présidente du Team politique FUTURE, CN 1995–1999 (PLR/VD)

## Objectifs du Réseau FUTURE

Depuis sa fondation en 2001, le Réseau FUTURE entretient un dialogue constant entre les hautes écoles, les institutions d'encouragement de la recherche et de l'innovation suisses et les acteurs et actrices de la politique fédérale (Conseil fédéral, Administration fédérale, Parlement et autres organes politiques de la formation, de la recherche et de l'innovation). L'objectif principal

du Réseau FUTURE est de créer et maintenir les meilleures conditions-cadres possibles pour la formation, la recherche et l'innovation en Suisse. Par conséquent, le Réseau FUTURE s'engage pour une politique d'investissement stable et durable dans le domaine FRI, et en faveur d'un cadre juridique qui tient compte des besoins de la place scientifique.

### Evolution du domaine FRI

Dépenses fédérales dans le domaine FRI



2004-2007  
16 242 mio CHF



2021-2024  
28 149 mio CHF

Nombre d'étudiant·e·s dans les HEU, HES et HEP



2000/01  
121 810



2021/22  
276 607

Demandes approuvées par le FNS



2001  
1731



2021  
2803

Demandes approuvées par CTI/Innosuisse



2001  
319



2021  
438

«Le dialogue entre la science et la politique ainsi que la société doit ressembler à une courroie de transmission, être continu et itératif. C'est la seule façon de rendre les connaissances scientifiques utilisables au bon moment et de manière efficace pour la société.»

**Marcel Tanner**  
Président des Académies suisses des sciences

«Dans un Parlement de plus en plus polarisé, des réseaux interpartis sont nécessaires pour que des majorités puissent se dégager en faveur de la cause à défendre. Le Réseau FUTURE a prouvé pendant plus de vingt ans que la formation, la recherche et l'innovation en Suisse ont besoin d'un tel soutien, et le méritent!»

**Felix Gutzwiller**

Ancien président du Team politique FUTURE,  
CN 1999–2007, CE 2007–2015 (PLR/ZH)

# Fonctionnement du Réseau FUTURE

## ORGANISATIONS PARTENAIRES

Académies  
suisses  
des sciences  
Conseil des EPF  
Innosuisse  
Fonds national  
suisse  
swissuniversities

## HAUTES ÉCOLES ET INSTITUTIONS DE RECHERCHE



**future**  
science & politique



## TEAM POLITIQUE

7 Centre  
6 PLR  
10 PS  
2 PLV  
1 UDC  
6 Verts

## PARLEMENT



Le Réseau FUTURE se trouve à l'interface entre la politique et le domaine de la formation, de la recherche et de l'innovation (domaine FRI).

- Le Réseau FUTURE est soutenu par des organisations qui représentent les hautes écoles, la recherche et l'innovation suisses. Il s'agit de la Conférence des recteurs des hautes écoles suisses (swissuniversities), du Conseil des écoles polytechniques fédérales (Conseil des EPF), du Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS), des Académies suisses des sciences et de l'Agence suisse pour l'encouragement de l'innovation Innosuisse. Ensemble, ces organisations partenaires constituent le comité du réseau, dans lequel elles échangent sur des thèmes d'actualité et définissent leurs positions communes.
- Le Réseau FUTURE se compose en outre d'un Team politique, composé de parlementaires issus de tous les partis et de toutes les régions de la Suisse. Ces conseillères et conseillers nationaux et aux Etats s'engagent le plus souvent dans les commissions parlementaires importantes pour le domaine FRI. Sous la Coupole, les membres du Team politique FUTURE donnent les impulsions aux actions politiques liées au domaine FRI.

- La coordinatrice du Réseau FUTURE, Petra Studer, assure les échanges entre le comité et le Team politique. Elle est soutenue dans ses fonctions par le secrétariat du Réseau FUTURE, géré par l'agence VIRTÛ Public Affairs AG.

«La pandémie de COVID a montré que la collaboration entre la science et la politique est fructueuse et bénéfique pour les deux parties. Je souhaite que cette collaboration soit également approfondie et institutionnalisée sur d'autres sujets.»

**Michael Hengartner**  
Président du Conseil des EPF

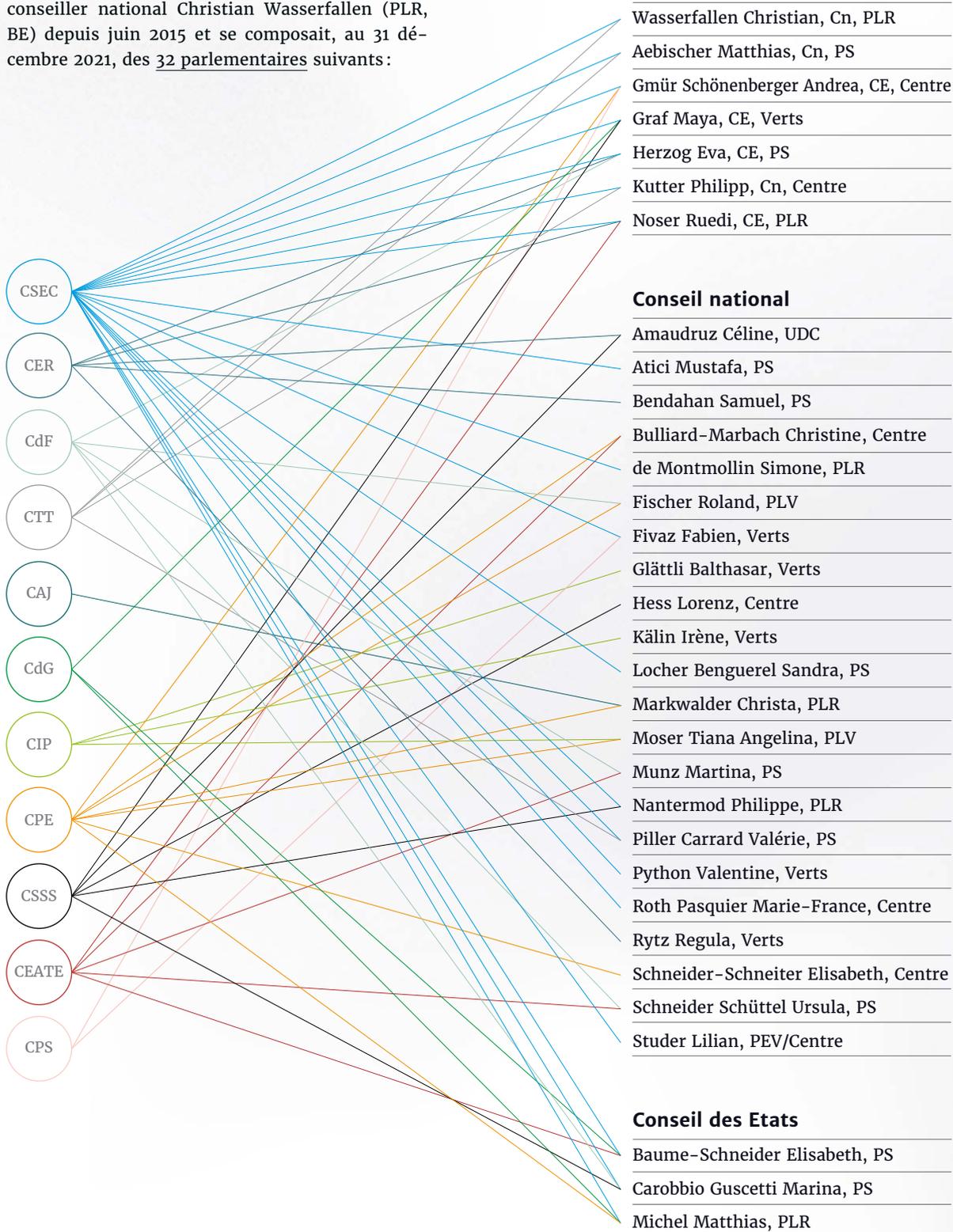
«Rapprocher le monde académique et le monde politique est d'une importance capitale. La compréhension mutuelle qui en résulte est aujourd'hui plus que jamais nécessaire face aux grands défis comme les pandémies ou le changement climatique, auxquels l'humanité est confrontée. Grâce aux sciences, à l'innovation, mais aussi à la connaissance de notre passé, des arts et de la culture nous pouvons préserver l'indispensable étincelle d'humanité!»

**Josiane Aubert**

Ancienne vice-présidente du Team politique FUTURE, CN 2007–2014 (PS/VD)

# Team politique FUTURE

Le Team politique FUTURE est présidé par le conseiller national Christian Wasserfallen (PLR, BE) depuis juin 2015 et se composait, au 31 décembre 2021, des 32 parlementaires suivants :



Comme l'année précédente, l'année 2021 s'est placée sous le signe de la pandémie de Coronavirus. Une grande partie des échanges et des contacts ont à nouveau eu lieu en ligne et les événements ont été organisés avec beaucoup de retenue. Par conséquent, le recrutement de nouveaux membres pour le Team politique s'est avéré relativement difficile au cours de l'année 2021. La coordinatrice et le responsable du secrétariat du Réseau FUTURE ont néanmoins réussi à convaincre cinq parlementaires supplémentaires de rejoindre le Team politique: les conseillères nationales Sandra Locher Benguerel (PS, GR) et Lilian Studer (PEV, AG), ainsi que les conseillers nationaux Philippe Nantermod (PLR, VS), Fabien Fivaz (Verts, NE) et Roland Fischer (PVL, LU). Les trois premiers siègent à la Commis-

sion de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national, Fabien Fivaz la préside. Roland Fischer est le président de la Commission des finances du Conseil national. En outre, le comité du Team politique a été renforcé par des membres actuels: les conseillers nationaux Matthias Aebischer (PS, BE) et Philipp Kutter (Centre, ZH) ainsi que les conseillères aux Etat Andrea Gmür-Schönenberger (Centre, LU) et Eva Herzog (PS, BS) ont rejoint le noyau du Team. Trois membres du Team politique ont donné leur congé en tant que membres du conseil au cours de l'année sous revue. Il s'agit de la conseillère nationale et membre de longue date du comité du Team politique Isabelle Chevalley (PVL, VD) et des deux conseillers nationaux Christoph Eymann (PLS, BS) et Mathias Reynard (PS, VS).

CSEC	Commission de la science, de l'éducation et de la culture
CER	Commission de l'économie et des redevances
CdF	Commission des finances
CTT	Commission des transports et des télécommunications
CAJ	Commission des affaires juridiques
CdG	Commission de gestion
CIP	Commission des institutions politiques
CPE	Commission de politique extérieure
CSSS	Commission de la sécurité sociale et de la santé publique
CEATE	Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie

«Pour garantir le bon fonctionnement de la communication et de la collaboration en temps de crise, il est important que les chercheuses et chercheurs entretiennent des échanges réguliers et confiants avec les milieux politiques, même en période de calme.»

**Matthias Egger**

Président du Conseil national de la recherche du FNS

# Bilan politique: l'Europe risque de disparaître de l'horizon

L'année 2021 a été placée sous le signe d'un nouveau départ au regard de plusieurs dossiers relatifs au domaine FRI. Au niveau national, l'année sous revue représente la première année de la nouvelle période de financement de quatre ans (message FRI 2021-2024). Sur le plan international, le programme-cadre de l'UE pour la recherche et l'innovation «Horizon Europe», d'une part, et le programme de formation de l'UE «Erasmus+», d'autre part, ont commencé pour la période 2021-2027. Cependant, l'année 2021 a été marquée par la décision de la Commission européenne d'inscrire la Suisse parmi les pays tiers non associés à Horizon Europe. En parallèle, le Parlement a pris des décisions importantes pour le domaine FRI et ses actrices et acteurs. Le Réseau FUTURE a accompagné ces processus et ces opérations à différents niveaux. Les thèmes centraux et les activités du Réseau FUTURE au cours de l'année 2021 sont résumés ci-dessous.

## 5.1

### Coopération internationale

Les deux programmes de financement à sept ans de l'UE - «Horizon Europe» et «Erasmus+» - ont commencé durant l'année sous revue. Les organisations faitières du Réseau FUTURE ont demandé une pleine association de la Suisse aux deux programmes.



### Horizon Europe

Les moyens financiers pour la participation suisse au neuvième programme-cadre européen de recherche et d'innovation «Horizon Europe» et aux initiatives qui en découlent (Digital Europe, Euratom et ITER) ont été approuvés par le Parlement en 2020. Un total de 6154 mil-

lions de francs est mis à disposition pour le paquet Horizon pour les années 2021-2027. Or, suite à l'interruption des négociations pour un accord-cadre institutionnel de la part de la Suisse fin mai, l'UE ne s'est plus montrée disposée à négocier l'association de la Suisse à Horizon Europe. Dans sa newsletter de juin, le Réseau FUTURE a plaidé pour que la Suisse poursuive son étroite collaboration avec l'UE dans le domaine de la recherche et de l'innovation. Il a reconnu la nécessité de souligner l'importance d'une participation pleine et entière de la Suisse au programme en question. Début juillet, la coordinatrice a fait parvenir un argumentaire de sept pages aux membres du Team politique ainsi qu'aux organisations partenaires intéressées.

Mi-juillet, la Commission européenne a annoncé que la Suisse serait considérée comme pays tiers non associé jusqu'à nouvel ordre. Le Réseau FUTURE a analysé cette nouvelle situation et en a rendu compte en détails dans sa newsletter de septembre. Il a invité les parlementaires à un échange informel avec des représentant-e-s des cinq organisations faitières durant la session d'automne. L'événement a suscité un grand intérêt. Pendant plus de deux heures, les responsables des organisation FRI ont répondu aux questions posées et donné des informations sur la situation actuelle et ses conséquences pour la recherche et l'innovation en Suisse. Par ailleurs, le Réseau FUTURE est resté en contact permanent avec les membres du Parlement afin de discuter, d'une part, des solutions possibles pour sortir de l'impasse et, d'autre part, des besoins de la communauté scientifique et des organisations responsables. Sur mandat du Conseil fédéral, le FNS et Innosuisse ont mis en œuvre les premières mesures transitoires au cours de l'année sous revue.

Le Réseau FUTURE a également régulièrement rendu compte des développements du dossier Horizon Europe dans ses newsmails électroniques. Deux infographies y illustraient la participation réussie des chercheuses et chercheurs suisses aux programmes-cadres de recherche de l'UE ou à des parties de ceux-ci dans le passé.



## Erasmus+

Au cours de l'année sous revue, le Parlement s'est régulièrement penché sur le programme de formation de l'UE «Erasmus+» pour la période 2021-2027. Il a exprimé une nouvelle fois sa volonté de voir la Suisse s'associer pleinement à ce programme et a demandé au Conseil fédéral de mener des négociations dans ce sens avec l'UE. Le Conseil fédéral a estimé que la Suisse était prête à entamer des négociations et que celles-ci commenceraient dès que l'état des relations générales entre la Suisse et l'UE le permettrait. Les organisations FRI directement concernées se sont prononcées à plusieurs reprises en faveur d'une association à Erasmus+. Le Réseau FUTURE a suivi de près les processus au sein des commissions compétentes et des deux Chambres et a soutenu les interventions présentées. Il a défendu la position des organisations faitières dans deux newsletters imprimées et dans plusieurs newsmails envoyées par voie électronique.



## Deuxième contribution de cohésion

Dans le contexte de la participation souhaitée de la Suisse aux programmes européens Horizon Europe et Erasmus+, le Réseau FUTURE s'est engagé au déblocage rapide de la deuxième contribution de cohésion de la Suisse à certains Etats membres de l'UE. La Commission européenne a cité le versement de cette contribution comme condition à l'ouverture de négociations d'association avec la Suisse pour Horizon Europe. Après que le Conseil fédéral a transmis le message en août, les deux chambres ont débattu de l'affaire lors de la session d'automne et ont approuvé le versement.

### 5.2

## Révision de la LERI

Au début de l'année sous revue, le Conseil fédéral a transmis au Parlement le Message relatif à la modification de la Loi fédérale sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation (LERI). La révision de la loi visait à augmenter la marge de manœuvre et la flexibilité d'Innosuisse, l'Agence suisse pour la promotion de l'innovation. Outre un assouplissement sur les participations aux coûts lors de l'encouragement de projets d'innovation, Innosuisse doit également pouvoir soutenir des start-ups de manière directe.

Par ailleurs, le Conseil fédéral a proposé de modifier les dispositions relatives aux réserves d'Innosuisse et du Fonds national suisse afin que la limite supérieure des réserves, jusque-là fixe, puisse être dépassée à titre exceptionnel et pour une durée limitée. Avec l'aide du secrétariat, la coordinatrice a sensibilisé les membres des Chambres fédérales à l'urgence de modifier la réglementation sur les réserves, tant pour Innosuisse que pour le FNS. En avril, les organisations concernées ont été invitées à une consultation auprès de la CSEC-N. A cette fin, elles se sont coordonnées dans le cadre du Réseau FUTURE. Des membres du Team politique de FUTURE ont déposé des propositions visant à relever le plafond des réserves de 10% à 15%.

Le Réseau FUTURE a informé à plusieurs reprises dans ses canaux de communication de l'importance de l'assouplissement général de l'encouragement de l'innovation et de la thématique des réserves en particulier. Le Parlement a reconnu les besoins et a approuvé les propositions de plafonnement des réserves à 15%. L'objet a été mis sous toit lors de la session d'hiver.

«Le Réseau FUTURE est la plus importante plateforme de dialogue entre la science et la politique. FUTURE veut un pôle de la recherche et de l'innovation fort en Suisse. Pour la Suisse, il n'y a pas d'alternative que de faire partie des esprits les plus brillants du monde. Dans la compétition internationale en matière de savoir, la Suisse a la côte. Mais rien ne disparaît aussi vite qu'une position de leader. FUTURE continuera avec plaisir à tenir la barre en matière de politique de la recherche.»

**Christian Wasserfallen**

Président actuel du Team politique FUTURE, CN depuis 2007 (PLR/BE)

### 5.3

## Expérimentation animale et humaine

L'initiative populaire pour une interdiction de l'expérimentation animale et humaine a été déposée en mars 2019 et visait à interdire toute expérimentation animale et toute recherche sur l'être humain, ainsi que l'importation de produits développés à l'aide d'expériences sur les animaux. Les actrices et acteurs du domaine FRI ont très tôt mis en garde sur les conséquences pour la recherche et le développement dans les domaines des sciences de la vie et de la biotechnologie, ainsi que pour l'ensemble de la place scientifique suisse. Après que les organisations faitières ont rédigés leurs prises de position en 2020 et ont été invitées à des consultations auprès de la CSEC-N, l'enjeu en 2021 était notamment d'accompagner la suite du processus parlementaire. Par l'intermédiaire de sa newsletter imprimée à l'attention des Chambres fédérales, de son site internet et de ses newsmails électroniques, le Réseau FUTURE a informé les membres des Chambres fédérales des décisions prises par les commissions responsables, de leurs contextes et de l'évaluation de la communauté scientifique. Finalement, tant le Parlement que tous les partis ont recommandé le rejet de l'initiative. Le Réseau FUTURE s'est engagé au-delà de la phase parlementaire au sein du groupe de coordination du comité du non. L'interaction entre les actrices et les acteurs de l'économie et de la science a été couronnée de succès en février 2022, la population a rejeté l'initiative à une très nette majorité (79% de non).

### 5.4

## Modification de la loi sur le génie génétique

Durant l'été de l'année sous revue, le Conseil fédéral a transmis au Parlement le Message relatif au prolongement de quatre ans du moratoire sur la culture d'organismes génétiquement

modifiés (OGM) dans l'agriculture. Les OGM ne devraient être cultivés qu'à des fins de recherche jusqu'en 2025. Cela comprend également les produits cultivés à l'aide de nouvelles techniques de génie génétique, comme l'édition génomique. Le Réseau FUTURE a rapidement précisé que les milieux de la science étaient favorables à une réglementation moins stricte concernant ces nouvelles méthodes de sélection et a fourni aux parlementaires qui le souhaitent des informations provenant de la communauté scientifique directement concernée. Les commissions consultatives de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC) ont élaboré plusieurs propositions visant à réglementer les nouvelles méthodes sous certaines conditions. La coordinatrice et le secrétariat se sont fortement impliqués dans la coordination des prises de position des organisations responsables et le soutien actifs des demandes. Le moratoire a finalement été prolongé de quatre ans lors de la session de printemps 2022. Les Chambres se sont toutefois mises d'accord pour réglementer les nouvelles méthodes de sélection dans un acte législatif séparé, lequel doit être élaboré par le Conseil fédéral.

### 5.5

## SKAO

En juin 2021, le Conseil fédéral a soumis au Parlement un message visant à augmenter le crédit d'engagement déjà approuvé pour une participation de la Suisse à l'organisation Square Kilometre Array Observatory (SKAO). Cette organisation internationale exploitera le radiotélescope le plus sensible du 21ème siècle pour étudier la formation des premières étoiles et galaxies. Dans le cadre du Message FRI 2021-2024, le Parlement avait alloué environ 8,9 millions de francs pour l'adhésion au SKAO. Pour une adhésion complète jusqu'en 2030, le Conseil fédéral a proposé d'augmenter le crédit de 24,7 millions de francs. L'augmentation du crédit n'a été contestée par aucune chambre, ce qui a permis au Conseil fédéral de décider la participation suisse dès la fin de l'année sous revue. Le Réseau FUTURE a observé le processus parlementaire et en a rendu compte.

«Innosuisse apporte la dimension d'encouragement à l'innovation au Réseau FUTURE depuis 2018. Le Réseau FUTURE dynamise et coordonne l'interaction entre le monde politique et les partenaires FRI. Bâtitrice de ponts entre le milieu académique, l'économie et la société civile, Innosuisse fait bénéficier le Réseau FUTURE de sa proximité avec celles et ceux qui osent entreprendre.»

**André Kudelski**  
Président d'Innosuisse

# Bilan quantitatif: les activités du Réseau FUTURE en chiffres

## 6.1

### Publishing

En plus des documents présentés dans le bilan politique, le Réseau FUTURE a rédigé et publié les documents suivants en 2021 :

- 4 newsletters imprimées, de trois pages chacune, contenant un éditorial, divers articles sur des thèmes d'actualité liés au domaine FRI et des brèves.
- 10 newsmails électroniques, avec des infographies, des commentaires, les actualités du mois, des liens vers de nouvelles publications et un agenda des rendez-vous importants.
- 4 programmes de session au format électronique, présentant les dates auxquelles les objets parlementaires relatifs au domaine FRI étaient traités par les Chambres fédérales.
- 4 comptes rendus de session au format électronique, résumant l'avancée des dossiers importants pour le domaine de la formation, de la recherche et de l'innovation, et offrant un aperçu des nouveaux objets déposés et de ceux auxquels le Conseil fédéral a répondu.

L'ensemble de ces publications est disponible en langue française et en langue allemande.

Au 31 décembre 2021, 1440 personnes étaient abonnées aux publications électroniques du Réseau FUTURE – 1036 en allemand et 393 en français. Le nombre d'abonné-e-s a légèrement augmenté durant le courant de l'année. Le taux d'ouverture unique des publications électroniques du Réseau FUTURE s'élève à 35,1% en moyenne en 2021.

## 6.2

### Monitoring et webpublishing

Le Réseau FUTURE procède à une veille quotidienne dans le domaine de la formation, de la recherche et de l'innovation. En 2021, ces actualités ont fait l'objet de 110 news. Toutes ont été rédigées en français et en allemand puis mises en ligne par le secrétariat. Le nombre de news a légèrement baissé par rapport à l'année 2020 (123 contributions).

Ces actualités sont publiées en continu sur le site internet du Réseau FUTURE ([www.netzwerkfuture.ch](http://www.netzwerkfuture.ch)). En 2021, le site Internet a été consulté par 3121 internautes au total. Ce chiffre a augmenté de 11,9% par rapport à l'année précédente: en 2021, environ 2786 visiteurs avaient été recensés.

Par ailleurs, les objets politiques en cours sont réunis dans une liste de monitoring mise à disposition au format Excel. En 2021, le Réseau FUTURE a concentré sa veille sur les thématiques suivantes :

- Programmes de l'UE dans le domaine FRI
- Politique européenne de la Suisse
- Budget 2022 et différents objets dans ce contexte
- Révision de la Loi fédérale sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation (LERI)
- Initiative pour une interdiction de l'expérimentation animale et humaine
- Modification de la loi sur le génie génétique
- Diverses interventions au sein des Chambres fédérales portant sur des questions liées au domaine FRI

### 6.3

## Séances

Le comité du Réseau FUTURE a tenu 7 séances ordinaires et 2 séances extraordinaires au cours de l'année sous revue, dont 7 par vidéoconférence :

- le 2 février
- le 8 avril
- le 6 mai (extraordinaire)
- le 11 mai
- le 30 juin
- le 26 août
- le 6 octobre
- le 23 novembre
- le 14 décembre (extraordinaire)

En 2021, la coordinatrice et le secrétariat du Réseau FUTURE ont échangé avec une série d'autres acteurs et organisations sur les thèmes d'actualité dans le domaine FRI. Outre les partenaires issus des hautes écoles, de la recherche et de l'innovation, ils ont été en contact avec les représentantes et les représentants du Secrétariat d'Etat à la formation (SEFRI) et d'autres départements fédéraux, des représentants de cantons, d'associations économiques et de groupes d'intérêts liés, ainsi qu'avec des secrétaires de partis. Enfin, la coordinatrice a entretenu des échanges avec l'agence Movetia ainsi qu'avec la Mission suisse et SwissCore à Bruxelles.

## Impressum

© Réseau FUTURE 2022

Münstergasse 64/66  
3011 Berne  
T 031 351 88 46

[info@netzwerk-future.ch](mailto:info@netzwerk-future.ch)  
[www.netzwerk-future.ch](http://www.netzwerk-future.ch)

***future***

science & politique